

RASSEMBLEMENT LE 24 JANVIER

Contre les violences policières

**14 H : RASSEMBLEMENT À
PLAN CABANES (TRAM L3 PLAN CABANES)**

**17 H : DÉBAT " CONTRE LES VIOLENCES
POLICIÈRES ET LA RÉPRESSION ÉTATIQUE "**

**21 H : CONCERT ET OPEN MIC,
EN SOUTIEN À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ CONTRE
LES VIOLENCES POLICIÈRES.**

**Le débat et le concert auront
lieu au local « Le Barricade »
14 rue Aristide Ollivier
(quartier Gares à Montpellier)**

Seront présent-es :

- **Farid**, frère de Wissam tué par la police à Clermont-Ferrand, et **Jonathan**, membres du collectif Angle Mort, co-auteurs du livre « Permis de tuer »
- **Milan**, arrêté lors de la dernière manifestation contre l'extrême-droite à Lyon et poursuivi en justice pour l'exemple.
- Les camarades poursuivis pour avoir récupéré de la nourriture périmée dans une poubelle de supermarché.
- Et tout-e-s celles et ceux qui veulent témoigner des violences sociales, policières et d'État.

FACE AUX VIOLENCES POLICIÈRES ET À LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT,
LE 24 JANVIER TOUS ET TOUTES DANS LA RUE !

La fin de l'année 2014 aura été marquée par la mort de **Rémi Fraisse**, tué par la police, faisant suite à des mois de violences et de harcèlements par les gendarmes mobiles à l'encontre des opposant-e-s à la construction du barrage de Sivens. **Les manifestations qui ont suivi ont été fortement réprimées**, la police y faisant régner un climat de terreur, avec violences et arrestations arbitraires. **Certaines manifestations ont même été interdites**, l'État prétextant « un risque de trouble à l'ordre public », tout comme des manifestations de soutien aux palestinien-ne-s de la bande de Gaza cet été.

A Montpellier, la violence policière s'est abattue lors de l'expulsion d'une centaine de personnes qui occupaient un bâtiment vide, pour se loger, vivre et lutter pour leurs droits. Des occupant-e-s ont été ainsi blessé-e-s, et l'un d'entre elles et eux, arrêté, puis condamné en justice pour avoir exprimé sa révolte face à l'expulsion ! Dans quelques jours, c'est pour avoir récupéré de la nourriture dans une poubelle que trois personnes passeront en procès !

On nous dit que la police ne fait pas de politique et que son rôle se limite à « sauver la veuve et l'orphelin ». C'est toujours ce discours que nous servent les partis et tous ceux qui collaborent avec le pouvoir pour justifier contrôles, surveillance et répression. Aujourd'hui comme hier les policiers harcèlent, agressent, assassinent, violent, volent, rackettent, occupent nos rues... Ils veulent nous terroriser, nous faire plier l'échine et abandonner notre dignité sous les coups des matraques. **Le temps est venu de leur dire que nous n'acceptons pas la mort de Wissam, de Nabil, d'Aakim Ajimi, El mahjoub Gmili, Zied, Bouna, Rémi... et de centaines d'autres.**

La police est le meilleur bouclier d'un système politique et économique parmi les plus réactionnaires, le capitalisme. L'État défend ainsi ses intérêts de classe, protégeant le patronat et la propriété privée, et réprimant la misère engendrée par ce même système. Ainsi les opposant-e-s actif-ves des ZAD, des squats, des lieux de vie, de lutte, de création, sont assiégé-e-s, attaqué-e-s par les tenants de cet ordre. **La répression s'abat sur tout mouvement social : démantèlements des piquets de grève, poursuites pénales (comme pour les ouvriers de Continental en lutte), arrestations lors de manifestations et condamnations (par exemple pendant le mouvement contre la réforme des retraites en 2010)...**

La répression étatique s'exerce aussi dans la vie quotidienne : on pense à toutes les victimes de mutilations et de crimes policiers dans la rue, nos quartiers ou ailleurs. On pense à tous-tes celles et ceux qui meurent en prison, à tous-tes celles et ceux qui meurent à cause de ce système, tous les sans papiers, Rroms, étranger-ères traqué-e-s, tabassé-e-s, expulsé-e-s et parfois tué-e-s. Exclusion des SDF des rues et places... Contrôles d'identité répétitifs, gentrification des centres villes, caméras partout, police omniprésente, épié-es et surveillé-e-s, pression et oppression, c'est ce que l'on vit. Face à nos luttes quotidiennes, à nos solidarités, nos révoltes, la seule réponse de l'État et du capitalisme, c'est la terreur. Pour imposer ses mesures antisociales, l'État durcit la répression, augmente le degré de violence et fait appel à une logistique militaire (flashball et autre armes « non létales », surveillance, politiques sécuritaires...).

Affirmons plus fort que jamais notre solidarité avec tous-tes celles et ceux qui luttent, toutes celles et ceux qui restent vivants ! Non, ceux que nous défendons ne sont ni victimes ni innocent-e-s car nous refusons leur système !

L'ASSEMBLÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ET LA RÉPRESSION ÉTATIQUE

